

MUNICH, TRIOMPHE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU GRAND CAPITAL

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7

Version imprimée, en allemand, « Der eigentliche Akteur.München – Triumph der Außenpolitik des Großkapitals », *Polen und wir*, n° 105, 4/2013 (4^e trimestre 2013), p. 15-22.

Depuis plus de vingt ans, l'Occident légitime *toutes* ses guerres en comparant ses ennemis à Hitler et en invoquant le spectre de Munich : les bombes des « démocraties [...] courageuses » conjureraient « l'esprit de Munich, le renoncement et la compromission [, qui] n'ont jamais apporté que le malheur »¹. La propagande fustigeant l'« esprit » munichois demeure cependant muette sur les « accords de Munich » : même à l'anniversaire des années en 8, jamais les populations mises en garde à répétition n'ont appris comment et pourquoi « quatre puissances : Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne »-dont trois vainqueurs de 1918 et auteurs du traité de Versailles-ont à Munich dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938 signé ensemble des « accords » cédant à l'ancien vaincu les territoires tchécoslovaques baptisés « des Allemands des Sudètes », cession stipulée entre les 1^{er} et 10 octobre « sans qu'aucune des installations existantes ait été détruite. »²

Cette étape décisive de l'expansion allemande « sans guerre » doit tout à un acteur pourtant méconnu, étudié ici du côté français : le capital financier, maître du long processus de décision dont la conférence de Munich fut la péripétie finale.

La Tchécoslovaquie, cœur officiel de l'« alliance de revers » de rechange des années 1920

En 1944, l'historien Marc Bloch dénonça « les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés ». Il distingua parmi ses cinq artisans « des hommes d'affaires comme ceux du Creusot »³. Il visait Eugène Schneider, roide la Tchécoslovaquie alliée pendant près de vingt ans.

La ligne d'abandon de l'« édifice » diplomatique et militaire qui devait consolider la victoire française de 1918 n'avait pas attendu l'ère hitlérienne. La France n'avait évité l'invasion que grâce au pivot *russe* de « l'alliance de revers », opposé dès l'été 1914 à la Reichswehr : elle « n'aurait pas eu la *moindre* chance de survie en 1914, s'il n'y avait pas eu de front oriental », admit sobrement en mars 1939 le conseiller diplomatique en chef du *Foreign Office* Robert Vansittart, apaiseur de choc déguisé *a posteriori* partisan de la « fermeté »⁴. Les bolcheviques ayant osé signifier congé à un système économique soudé à l'impérialisme « occidental », Londres et Paris, entre autres agresseurs, leur livrèrent la guerre trois ans, puis bâtirent contre eux, après avoir échoué à les déloger, un « cordon sanitaire » de choc. Ils exclurent toute alliance avec ces parias, qui leur avaient pourtant offert d'emblée une

¹ Jacques Chirac, discours TV pendant les bombardements sur la Serbie, 12 avril, *Libération*, 13 avril 1999. Le dossier syrien en cours en septembre 2013 poursuit la tradition française.

² Texte complet, dont 4 annexes, *Le Livre jaune Français. Documents diplomatiques 1938-1939*, Paris, Imprimerie Nationale, 1939, p. 11-13.

³ *Cahiers politiques* (Comité général d'études) n° 8 ((sic), 6), « À propos d'un livre trop peu connu », *L'étrange défaite*, p. 253 (246-253), et Annie Lacroix-Riz, « La défaite de 1940 : l'interprétation de Marc Bloch et ses suites », colloque Marc Bloch, Rouen, 8-10 février 2012, *Actes* à paraître (www.historiographie.info).

⁴ Michael Carley, *1939, the alliance that never was and the coming of World War 2*, Chicago, Ivan R. Dee, 1999, p. 4, souligné dans le texte, et Lacroix-Riz, *Choix et Munich*, index.

coopération militaire contre une Reichswehr menaçant de réduire l'empire russe à un moignon⁵.

L'armistice signé, la politique extérieure du vaincu se borna aux préparatifs de la revanche, au su et au vu des vainqueurs, mais le remède au péril identifié fut d'emblée écarté par le traitement de Moscou en ennemi. La France, frustrée par ses alliés occidentaux du « traité des garanties » requis en 1918-1920 par Clemenceau, se priva en outre définitivement du secours des divisions russes qui l'avaient sauvée. Elle bâtit donc un front oriental de rechange pour se protéger du Reich – ou ses financiers pour placer dans ces anciens fiefs des empires centraux leurs marchandises et leurs capitaux. Elle fut donc confrontée avant même l'armistice de novembre 1918 à la quadrature du cercle évidente en 1938-1940 : comment se protéger contre son ennemi *militaire* (le Reich) en préparant l'assaut contre son seul allié *militaire* possible (la Russie) ou en comptant, pendant la crise, sur le premier pour anéantir le second, après avoir soi-même échoué à la tâche dans la décennie 1920?

Le « bouclier » se limita donc aux petits États que la victoire française avait fait naître (Tchécoslovaquie), recréé (Pologne) ou agrandis (Roumanie; Serbie transformée en Yougoslavie). Les « protégés » furent chargés d'édifier contre les Soviets un « cordon sanitaire » assorti de clauses *militaires* offensives que leurs tuteurs français contrôlaient comme le reste (économie, politique intérieure, etc.) : Petite Entente depuis 1921 des « États successeurs » et « alliance » polonaise furent célébrées comme parant à tout. L'usage en fut d'emblée surtout intérieur : la collaboration anticommuniste dura jusqu'en septembre 1938 pour la Tchécoslovaquie, jusqu'au déclenchement de la guerre pour les pays non encore occupés par le Reich. Paris, s'appuyant en tout domaine sur les couches privilégiées toujours liées à leurs homologues des ex-empires centraux, ruina du même coup sa politique de « sécurité » antiallemande⁶.

Création *stricto sensu* de la France victorieuse, la Tchécoslovaquie forma le cœur du vaste royaume est-européen d'Eugène Schneider, qui avait prescrit au Quai d'Orsay jusqu'à ses frontières : visant l'unité économique du bassin charbonnier et métallurgique, inquiet de l'agitation d'après-guerre des mineurs polonais, ce pivot du Comité des Forges, maître du pays de sa naissance à sa mort – Skoda, homologue austro-hongrois de Krupp, en tête -, avait exigé que Prague obtînt Teschen, territoire silésien que revendiquait aussi Varsovie⁷. Paris soutint sans répit les dictatures, impitoyables dès la seconde moitié des années 1920, de ses autres « alliés de revers » parfois aussi antisémites, telle la Pologne, que la dictature tsariste, appuie exigeant discrétion. La Tchécoslovaquie, seule, put être louée comme élève modèle, reconnaissante et loyale, de la « démocratie française ».

Substitut d'une Russie érigée en traîtresse-type depuis novembre 1917, elle sembla bénéficier d'un statut privilégié, symbolisé par les accords politico-militaires de 1924-1925 : le traité d'alliance et d'amitié Poincaré-Bénès du 25 janvier 1924 assorti d'un échange de

⁵ Les travaux de Carley sur les relations franco-soviétiques, dont *Revolution & Intervention: The French Government and the Russian Civil War, 1917-1919*, Montréal & Kingston, 1983, et *Silent Conflict: A Hidden History of Early Soviet-Western Relations*, à paraître 2014, et ses articles intermédiaires (bibliographie du second) « Episodes from the Early Cold War: Franco-Soviet Relations, 1917-1927 », *Europe-Asia Studies*, November 2000, vol. 52, n° 7, p. 1275-1305, ont confirmé Michael Sayers et Albert Kahn, *The Great Conspiracy: The Secret War Against Soviet Russia*, Little, Boni & Gaer, New York, 1946, injustement décrié, book I, *Revolution and Counter-Revolution*, et Alvin Finkel et Clement Leibovitz, *The Chamberlain-Hitler Collusion*, Rendlesham, Merlin Press, 1997.

⁶ Lacroix-Riz, « La gestion étatique du travailleur étranger dans la France des années trente, reflet de la priorité de l'ennemi intérieur : les cas polonais et yougoslave », in Pilar González-Bernaldo, Manuela Martini et Marie-Louise Pelus-Kaplan, dir., *Étrangers et Sociétés. Représentations, coexistences, interactions dans la longue durée*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 127-138; et *Choix*.

⁷ Paul H. Segal, *The French State and French private investment in Czechoslovakia, 1918-1938: a study of economic diplomacy*, New York, Garland, 1987, p. 55-67.

lettres (secrètes), complété par l'accord de Locarno France-Tchécoslovaquie du 16 octobre 1925. Ce dernier stipulait que les deux alliées se prêtassent contre une agression allemande « aide et assistance » mutuelles, indépendamment de l'article 16 du Covenant de la Société des Nations sur la définition de l'agresseur⁸ : c'était l'astuce trouvée contre le veto certain de Londres, cotuteur de la SDN dont l'indulgence envers Berlin avait déjà triomphé. Ce contrat semblait en outre garanti par le général Eugène Faucher qui, arrivé en 1919 comme sous-chef de la mission militaire française et promu à sa tête en 1926, ne se contentait de la routine des attachés militaires : assurer des contrats à l'industrie d'armement nationale, Schneider en tête, fournisseur des armements et des fortifications tchécoslovaques.

Son application, déjà menacée par l'obsession antibolchevique, fut condamnée par les priorités du profit privé. La politique de « réconciliation » imposée fin 1923 par Washington et par les liens financiers franco-allemands – acte de naissance de l'Apaisement – aggrava l'antagonisme entre une politique officielle anti-revanche et une ligne économique pro-allemande. Le Plan Dawes qui en résulta en 1924 sonna le glas des réparations, fit du Reich un emprunteur rêvé (vu les taux d'intérêt record) et un client de plus en plus gros. Il déboucha sur son « expression politique », les « accords de Locarno » d'octobre 1925. En échange de ces chiffons de papier garantissant ses propres frontières, Paris laissa le Reich refuser de garantir par écrit ses frontières *orientales*, inspirant au financier Alanson B. Houghton, ambassadeur américain à Londres, cette prévision : ces pactes « fixent le point où commencera la prochaine grande guerre, c'est à dire la frontière germano-polonaise »⁹. La Tchécoslovaquie fut aussi délibérément sacrifiée que les autres petits alliés.

Paris savait tout de l'accord secret d'Anschluss de mars 1926 unifiant les politiques extérieure et militaire de Berlin et Vienne, qui condamnait à mort l'État fondé le 17 novembre 1918. Depuis la « Victoire » de 1918, les chancelleries répétaient avec le ministre des Affaires étrangères Édouard Bénès que « l'Anschluss [aurait] inévitablement pour conséquence l'Anschluss des Allemands de Bohême » (des Sudètes) : ce coup double non seulement entamerait l'expansion territoriale du Reich à l'Est (*Drang nach Osten*) mais déclencherait « la guerre » générale. Paris laissa faire. Le cartel international de l'acier de septembre 1926 et autres cartels métallurgiques (toutes branches), chimiques, etc. auxquels adhèrent ses financiers et leurs obligés tchécoslovaques condamnaient à mort toute défense franco-tchécoslovaque. Le démontre à elle seule une de leurs clauses : le marché soviétique était strictement réservé aux Allemands. L'industrie de guerre et civile, tant française que tchécoslovaque (empire de Skoda-Schneider), ne pourrait rien vendre ni acheter à l'URSS¹⁰, règle excluant de principe toute collaboration militaire.

Comme tous les décideurs tchèques tôt acquis au changement de tuteur, le financier Jaroslav Preiss avouait dès 1926 aux délégués de Schneider, firme partenaire et rivale de son consortium, la *Zivnostenska Banka*, juger l'Anschluss « inévitable [...] presque réalisé » et utile. Il faut, commenta en 1928 l'ambassadeur et financier François Charles-Roux, en poste à Prague de 1925 à 1932, « prendre garde aux conclusions arbitraires que pourrait tirer la Tchécoslovaquie de notre rapprochement avec l'Allemagne et dans lesquelles peuvent trouver un auxiliaire la veulerie et l'aveuglement »¹¹, formule adaptée au cas français. Mais les intérêts

⁸ N 579, politique de défense, conduite de la guerre, 1920-septembre 1939, Dossier Tchécoslovaquie, archives du Service historique de l'armée de terre (SHAT)

⁹ Frank Costigliola, *Awkward Dominion: American Political, Economic and Cultural Relations with Europe, 1919-1933*, Ithaca, Cornell University Press, 1984, p. 126 et Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010; *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3^e République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, *passim* (cités désormais sans nom d'auteur).

¹⁰ Alice Teichova, *An economic background to Munich: international business and Czechoslovakia 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974; *Choix et Munich, passim*.

¹¹ Lettres de Charles-Roux 466 et 496, et note du commandant Cochet, Prague, 17, 20 et 19 octobre 1928, Europe Autriche 1918-1940, 81, rattachement à l'Allemagne, août-octobre 1928, MAE.

financiers personnels et la fonction à Prague d'avocat d'office de Schneider –chargé d'assurer « la conservation ici de la position des dirigeants du Creusot et de l'Union européenne » [l'Union européenne industrielle et financière, « association de la banque de l'Union parisienne avec Schneider-Creusot »¹²] – de cet ancien tenant d'une ligne antigermanique et anti-vaticane avaient déjà amorcé sa mutation en clérical partisans de la capitulation. Il la prôna systématiquement à son poste au Saint-Siège (juin 1932-mars 1940) puis à l'ère de la Débâcle, ce qui lui valut la succession au secrétariat général du Quai d'Orsay d'un autre grand apaiseur, alors plus attentif à ses liens anglophones, Alexis Léger¹³.

Paris tenant la liquidation de la mission militaire française pour « un fait inévitable », Prague bruissa début 1930 de la rumeur du départ imminent du « chef de mission investi de toute la confiance du gouvernement tchécoslovaque ». La nouvelle émut cependant, malgré son évolution droitiste et germanophile, cachait à sa population francophile l'abandon militaire français. Faucher resta donc –jusqu'à sa digne démission du 23 septembre 1938 –à la tête d'un fantôme, avec « les officiers français strictement nécessaires pour qu'il ne soit pas tout seul. » En septembre 1930, Charles-Roux badina avec l'acte de décès de l'alliance militaire franco-tchécoslovaque : « Ce qui est fait est fait ». À lui seul, le vol. 97 des fonds Tchécoslovaquie 1918-1940 du Quai d'Orsay (armée, dossier général, janvier 1930-décembre 1933)¹⁴ annonce toute la suite politico-militaire des événements. L'alliance militaire avec Prague fut en effet d'emblée aussi creuse que les pactes de 1935, franco-soviétique et tchéco-soviétique. Rien ne la ranima, malgré la comédie jouée aux peuples tchécoslovaque et français de 1930 et 1938.

Vers le lâchage du boulet de crise de l'impérialisme français

Les contradictions de l'« alliance » s'accrochèrent avec la crise des années 1930, qui transforma l'Europe orientale « française » en boulet économique et militaire insupportable aux vrais décideurs français. Car, malgré la légende durable d'un capital financier suiviste en politique extérieure – antienne de l'historiographie antimarxiste -, l'État français suivait ses directives aussi strictement que l'avaient démontré la logistique de la Grande Guerre et la fixation des clauses de Versailles¹⁵.

La Tchécoslovaquie guidée par la Banque de France et Schneider subit le sort cruel des petits alliés frappés par la crise systémique de 1931. Tous furent enjointes de régler en or leur forte dette envers la haute banque française, tandis que les crédits du Reich en faillite furent prorogés : les banques centrales groupées au sein de la Banque des règlements internationaux, enfant du Plan (américain) Young, imposèrent en 1932 à leurs États respectifs le « standstill agreement » (*Stillhaltung*). Les grandes banques virent leur créance garantie, la charge des pertes incombant aux populations, recette reprise en 2008 pour imposer aux peuples européens le règlement d'une dette qu'ils n'ont pas plus contractée que leurs prédécesseurs. Réflétant la dictature du principal débiteur mondial sur ses créanciers, cette décision privées s'accompagna de vives pressions des banquiers centraux, dont Clément Moret, gouverneur de la Banque de France, pour que fût au plus vite associé au pouvoir le

¹² Note d'Yves Chataigneau pour Daladier, 30 octobre 1938, F 60, 170, Ministère des Affaires étrangères, Affaires politiques 1934-1940, Archives nationales (AN).

¹³ Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*; Choixet Munich, index.

¹⁴ Lettre 197 du ministre de la Guerre (MG) au MAE, 13 janvier, note Europe, 17 janvier, et lettre 209 de Charles-Roux, 9 septembre 1930, ce fonds, archives du MAE (MAE). Faucher, Choixet Munich, index.

¹⁵ Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France, la décadence 1932-1939*, Paris, Le Seuil, 1983 (1^{ère} éd., 1979), « Munich et l'économie », p. 372-381. La dépendance de l'historiographie « prestigieuse » envers les grands groupes a systématisé la complaisance sur leur action de 1933 à 1945 : Otto Köhler, « Plumpe-Wissenschaft », *Junge Welt*, 26 novembre 2007; Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine toujours sous influence*, Paris, Le temps des cerises, 2012; Jacques Pauwels, *Big Business avec Hitler*, Aden, 2013.

NSDAPhissé à de premiers sommets électoraux le 14 septembre 1930 : l'impitoyable programme socio-économique des hitlériens et leur engagement formel à respecter « la dette privée » du capital tant international que national « aryen »-engagement qu'ils cachaient au peuple allemand derrière leur vindicte publique contre les réparations moribondes (et achevées par le moratoire Hoover de juillet 1931)-, enthousiasmaient les intéressés.

Skoda, joyau de la couronne Schneider, avait à l'origine reçu de son propriétaire des débouchés dans la Petite Entente, notamment en Roumanie. Schneider-Creusot rafla ses marchés et déplora la baisse générale de ses taux de profit et la concurrence de l'industrie et de l'agriculture tchécoslovaques. La volonté de retrait français ouvrait toute grande la porte au Reich : ici comme dans toute l'Europe centrale et orientale, « française » ou non, son réarmement « clandestin », fouetté par la crise (et financé par les mêmes prêteurs internationaux), impliquait libre accès aux matières premières et aux produits fabriqués des pays concernés. Preiss et consorts se cachèrent donc de moins en moins de compter sur l'Allemagne. Le grand capital français contribua autant à l'évolution générale du Reich, aussi fatale à l'allié tchécoslovaque. André François-Poncet, embauché par le Comité des Forges dès 1919, fut depuis septembre 1931, conformément à la tradition, son mandataire à l'ambassade de France à Berlin : il l'y envoya régler toutes les questions pendantes, dont le sort de la Sarre promise au retour dans le Reich et l'adaptation à l'avènement souhaité des hitlériens, que « les directeurs de la grosse maison d'armement Skoda, contrôlée par les Français » finançaient depuis un moment¹⁶.

Toute tentative de (re)lancer l'« alliance de revers », *a fortiori* en y joignant son pivot russe, fut donc d'emblée vouée au fiasco, et depuis février 1933 plus que jamais. La situation fut aggravée par l'évolution de la Pologne, autre perle du bloc Comité des Forges-Comité des houillères et pilier du « cordon sanitaire », qui n'avait jamais cessé de harceler Prague. Dès 1933, ses dirigeants, présumés « alliés » de la France, le tandem Pilsudski-Beck et plus encore Beck seul, se muèrent en petits télégraphistes de Berlin. Munis le 26 janvier 1934 d'une « déclaration de non-agression et d'amitié », dont le rédacteur (unique), Friedrich Gaus, directeur du département juridique de l'*Auswärtiges Amt*, avait chassé toute allusion à « une renonciation de la révision de Versailles », ils se posèrent en grands alliés du Reich. Les naufrageurs polonais de la Pologne, russophobes de tradition, ralliés à l'Anschluss en 1932, disposés à céder le corridor de Dantzig dès 1933, n'eurent de cesse d'affaiblir l'Europe centrale et orientale aux côtés et au service de Berlin, surtout leurs deux bêtes noires, russe et tchèque. En 1934, les chancelleries furent avisées d'« un accord secret laissant les mains libres à l'Allemagne, non seulement contre l'Autriche, mais aussi contre la Tchécoslovaquie »¹⁷. L'Allemagne, commenta François-Poncet en juin 1936, a chargé Beck (ministre des Affaires étrangères puis successeur de Pilsudski en mai 1935), qui s'en acquitte « de son mieux [... de] disloquer, démembrer la Petite Entente, [...] arracher ces États à l'influence française, les écarter de la France, écarter par là même la France de l'Europe centrale, gagner enfin ceux-ci ou certains d'entre eux à l'idée qu'il faut dénoncer le principe de la sécurité collective et bouleverser la Société des Nations »¹⁸.

Ce plan, qui n'inquiétait pas les milieux que François-Poncet représentait à Berlin, offrait au surplus l'avantage d'imputer l'assassinat de la Tchécoslovaquie à la Pologne dépendante pour disculper Paris : Daladier, un des grands acteurs politiques du

¹⁶Richard Lewinsohn, *L'argent dans la politique*, Paris, Gallimard, 1931, p. 149 (trad. de *Das Geld in der Politik*, Berlin, S. Fischer Verlag, 1931, copyright, 1930), et sources, *Choix*, n. 187, p. 578, et chap. 1-2.

¹⁷Rapport Z1.110/Pol. d'Hoffinger, 27 août 1934, traduction, 7 N 3024, rapports des attachés militaires en Pologne, 1928-1929, et 1933-1939, SHAT.

¹⁸Lettre 937, Berlin, 4 juin 1936, SDN, 2169, Pologne, dossier général, février-juillet 1936, MAE.

dossier¹⁹, s'en prit à toutpropos en 1938, comme ses pairs anglais et allemands, à la « hyène » ou au « vautour attendant le morceau » (Teschen)²⁰. Rien n'infléchit donc la ligne. Le ministre des Affaires étrangères Barthou amorça au printemps 1934 une tentative de fermeté face au Reich, y compris sur le dossier sarrois, chose du tandem Comité des Forges-Comité des houillères; il s'efforça de réinsérer l'URSS dans le concert international, condition de survie de la Tchécoslovaquie. La parenthèse prit fin le 9 novembre à Marseille quand, aussi ouvertement haï de la haute finance française que du Reich, Barthou fut (avec Alexandre de Yougoslavie) éliminé par Berlin avec la complicité de son successeur Laval. Pierre Laval avait été peu avant choisi comme l'un des deux pivots, auprès de Pétain, de la dictature par lequel le noyau financier dirigeant, dit synarchie-Comités des Forges et des Houillères et Banque de France, comptait (depuis 1922) remplacer le régime républicain. Laval confirma sa politique pro-allemande par l'accord sur la Sarre conforme aux vœux des maîtres des forges et mines.

Il la masqua par la comédie des pactes franco-soviétique et tchéco-soviétique des 2 et 16 mai 1935. Pour s'assurer de la soumission *perinde ac cadaver* de Prague, son tuteur politique Alexis Léger rédigea (*stricto sensu*) le pacte tchéco-soviétique en subordonnant sa mise en vigueur à celle du pacte franco-soviétique fantôme, « chef d'œuvre du galimatias » (Duroselle)²¹. Verrouillage imparable : toute intervention française au secours des « alliés » de l'Est serait, à la différence du mécanisme de l'alliance mort-née de 1925, subordonnée à la reconnaissance de l'agression (allemande) par la SDN, donc par Londres. Rappelons qu'en 1935, les chefs français et anglais de ladite SDN ne s'étaient pas encore prononcés sur le caractère d'agression de l'invasion japonaise de la Mandchourie de 1931...

Le Reich, relayé par tous ses auxiliaires, dont Varsovie et la droite française, se déchaîna aussitôt contre une Tchécoslovaquie « porte-avions russe ancré, au cœur de l'Europe, à moins de 300 km de Berlin »²². L'armée française, fief de la croisade contre les bolcheviques et leur armée - dont « les 4/5 [des] officiers supérieurs et généraux » étaient, comble de l'horreur, « d'anciens ouvriers d'usine »²³ -, grimal'armée pitoyable de la Pologne des colonels à immense alliée dont l'aide serait infiniment supérieure à celle de l'armée rouge, farce qui dura jusqu'au 1^{er} septembre 1939²⁴. L'inertie française devant la remilitarisation de la Rhénanie, le 7 mars 1936, viol de Versailles et de Locarno prévu de longue date, démontra aussi ce que valaient les chiffons de papier de 1924-1925 et 1935. Berlin exulta autant qu'en septembre-octobre 1938 devant le suicide de l'ennemi héréditaire incapable de défendre sa propre « frontière de l'Est » : cette défaillance, « ébranlant son prestige jusqu'en ses racines »²⁵, augurait de son « secours » à ses alliés orientaux.

Bénès, publiquement docile selon l'habitude, s'avoua en privé accablé par cette condamnation à mort de son pays, « clé de voûte de l'ordre et du statu quo en Europe centrale »²⁶, que le Reich avait décidé d'investir par les Sudètes. La région, peuplée d'importantes minorités allemandes, se trouvait au surplus au cœur du « quadrilatère de

¹⁹ Et non l'homme accablé de sa complaisante biographe, Élisabeth du Réau, *Édouard Daladier 1884-1970*, Paris, Fayard, 1993, *passim*.

²⁰ *Documents on German Foreign Policy (DGFP), D, II, Germany and Czechoslovakia, 1937-1938*, USGO, Washington, 1949, p. 770-771, 849-850, 861-863, 915-918, etc.; Lacroix-Riz, index Choix et « La Pologne dans la stratégie politique et militaire de la France (octobre 1938-août 1939) », colloque sur la campagne de Pologne, Varsovie, 15-17 octobre 2009, communication inédite.

²¹ Duroselle, *La décadence*, p. 142.

²² Lettre 1023 de François-Poncet, Berlin, 19 juin 1936, Tchécoslovaquie 1918-1940, 140, relations avec l'URSS, juin 1936-novembre 1938, MAE.

²³ Rapport 163 d'Éon (stage d'artillerie en URSS, 16 juillet-1^{er} septembre 1936), 7 N 3184, rapports des attachés militaires en URSS, 1936-1938, SHAT.

²⁴ Choix, *Munich*, index Félix Musse et Léon Noël.

²⁵ Lettre Welzeck A 5755, Paris, 30 décembre 1936, *DGFP, C, VI, politique extérieure*, novembre 1936-novembre 1937, London, HMSO, 1983, p. 226.

²⁶ EMA Depas 715, 18 avril 1936, 7 N 3107, relations avec l'étranger, 1921-1939, SHAT, etc.

Bohême », crucial pour la maîtrise militaire de l'Europe centrale, tous les décideurs le savaient comme Bismarck à l'ère de Sadowa (1866). Elle abritait une partie de l'industrie, largement contrôlée, comme le reste du pays, par Schneider, et l'essentiel de l'appareil de défense, naturel et militaire : c'est dans les Sudètes montagneuses que fut construite, rappela Faucher à son ministre, Daladier, le 22 septembre 1938, « la presque totalité du système fortifié » national²⁷, œuvre de Skoda-Schneider calquée sur le système français de la Ligne Maginot. La moitié des divisions de la forte armée nationale (40 sur 80) y étaient stationnées en septembre 1938, époque où le Reich pouvait en aligner moins de 35²⁸.

Bénès, si désespéré qu'il fût, ne ferait pas défaut à ses maîtres français. Lui et les siens, convaincus de la force de l'armée rouge et de la volonté d'aide militaire de Moscou (qui était aide à soi-même), jetèrent par avance leur bouée de sauvetage : depuis la démonstration définitive du 7 mars 1936, l'URSS réitéra en vain à Prague, jusqu'en septembre 1938 *inclus*, son offre de faire du traité du 16 mai 1935 - « mort-né », se flattaient la diplomatie et l'état-major français²⁹ - un accord militaire impératif, qui serait dissocié du pacte franco-soviétique également mort-né³⁰.

Car, comme l'a noté Nicole Jordan, le Front populaire n'imprima *aucun* changement à la politique extérieure française, bien que Léon Blum prétendît volontiers, devant des interlocuteurs non allemands, vouloir ranimer les alliances à l'Est³¹. François-Poncet, préposé à l'affaiblissement de « l'influence soviétique en France »³² et à la poussée de l'allemande, régnait sans partage. L'URSS eut au printemps 1937 confirmation qu'elle ne recevrait jamais l'autorisation officielle de la Pologne et la Roumanie - en réalité détenue par Paris et Berlin - du passage de son armée sur les sols de ces deux pays, seul accès possible au territoire tchécoslovaque avec lequel elle n'avait pas de frontière³³. La France usa jusqu'à satiété, comme à l'heure de l'assaut germano-italien contre l'Espagne, du paravent de la « gouvernante anglaise » - autre alliée présentée comme militairement décisive mais qui, depuis 1936, répétait, sans qu'on le racontât aux Français, qu'elle n'enverrait pas plus d'une ou deux divisions en cas d'invasion allemande.

Blum et son ministre des Affaires étrangères radical, Yvon Delbos, aussi compréhensifs envers l'Allemagne que leurs prédécesseurs de droite, neutralisèrent le seul ministre qui eût sincèrement travaillé à l'alliance de revers russo-tchécoslovaque : celui de l'aviation, Pierre Cot, bête noire, bien au-delà de son éviction, de la coalition germanophile et russophobe. L'armée, queson ministre (depuis 1933), le radical Édouard Daladier, prévu aussi, au tournant de 1933, par le Comité des Forges comme dictateur intérieur, flagornait sans limite, freinait des quatre fers, tant contre Moscou que contre Prague. Elle sabotait avec Schneider la prétendue « collaboration militaire » franco-soviétique, proscrite par les cartels, on l'a vu, au moins autant que par la hantise de l'exportation de la révolution bolchevique. La même équipe, Blum une fois remplacé par le pronazi notoire Chautemps, exclut plus ouvertement cette coopération. Le veto s'était enrichi en juin 1937 du prétexte de l'exécution de Toukhatchevski et de sept généraux d'État-major du « front occidental » accusés d'avoir

²⁷ Lettre 4 de Faucher au MG Daladier, Prague, 22 septembre 1938, 7 N 3097, rapports 1938-mai 1939, SHAT.

²⁸ EMADB, note « sur les conséquences militaires de la disparition de la Tchécoslovaquie » (et annexe, liste des saises allemandes), 16 mars 1939, 7 N 2524, section des armées étrangères, 1939, SHAT.

²⁹ Lettre de l'attaché militaire Simon (très antisoviétique), Moscou, 7 mai 1936, 7 N 3107, SHAT.

³⁰ PV entretien Litvinov-Krofta (second puis successeur de Bénès aux AE) à Genève, Depas 1349, 3 octobre, 7 N 3107, et CRSR, 3 et 6 octobre 1936, 7 N 2521, SHAT. *Choix*, chap. 8-9.

³¹ Nicole Jordan, *The Popular Front and Central Europe : the dilemmas of French impotence, 1918-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

³² Mémoire Dieckhoff, 8 février 1937, *DGFP, C, VI*, p. 384.

³³ Elle s'en ménagea une en annexant en 1945 la Ruthénie subcarpathique, voie d'invasion germano-hongroise de l'Ukraine (Lacroix-Riz, *Vatican*, chap. 6, 8, 10).

négocié avec Berlin la cession de l'Ukraine contre l'élimination des Soviétiques du reste de l'URSS. Paris savait comme toutes les capitales que c'était le vrai motif de l'événement. Son haut État-major n'en emprunta pas moins aux Allemands jusqu'à leur orthographe du nom des chefs militaires soviétiques : il recopia au mot près leurs revues militaires qui clamaient que l'armée rouge, excellente jusqu'alors, ne valait plus un kopek. Le cabinet ridiculisant répéta tout avant de l'arracher définitivement au ministère de l'aviation par l'opportuniste remaniement ministériel de janvier 1938³⁴.

Entre temps se tint à Londres, les 29 et 30 novembre 1937 une rencontre franco-anglaise suivant de près la visite à Berlin du sous-secrétaire d'État et Lord du Sceau privé Halifax. Ce pivot d'une équipe Chamberlain alignée sur la City venait d'y livrer au Reich l'Autriche et la Tchécoslovaquie : Ernst Eisenlohr, ambassadeur du Reich à Prague et chef de la clique Henlein du parti allemand des Sudètes, qualifia bientôt ce séjour d'événement majeur de l'année « pour la politique extérieure tchécoslovaque en général, et pour les relations germano-tchécoslovaques en particulier »³⁵. Chautemps, Delbos et la direction du Quai d'Orsay, confrontés aux Anglais unanimes sur l'impératif de complaire au Reich en tout point de l'Europe centrale et orientale, consentirent à tout. On laisserait faire l'Anschluss car, argua Eden, secrétaire au Foreign Office aussi apaiseur que Chamberlain, Halifax, etc., « personne n'a d'engagements spéciaux vis à vis de l'Autriche, à laquelle l'on se trouve lié surtout par le désir général de préserver la paix. » Les Français, après quelques minauderies montrant leur lucidité sur toutes les conséquences (y compris pour la France) de leur capitulation, surenchérent dans la lâcheté et le cynisme. Delbos rejoignit Eden sur la thèse des « griefs [...] justifiés » des Sudètes, « problème d'ordre intérieur ». Chautemps le démentit en annonçant que le Reich userait contre la Tchécoslovaquie de « la technique [de] guerre civile extérieure » qu'il avait appliquée à « la guerre civile d'Espagne ». Par bonheur la tactique juridique relativiserait la mort des petites nations, car si « l'abandon d'une nation faible cause naturellement un sentiment de révolte [...] il n'est pas nécessaire de considérer la question d'une façon si directe et si crue. »

Cette longue leçon de choses (plus de cinquante pages de PV) sur l'Apaisement se conclut sur le plan tchécoslovaque par cette prescription d'Eden aux Français, qu'il avait priés d'arracher au « gouvernement tchèque [...] des concessions raisonnables aux minorités allemandes » - le rattachement des Sudètes au Reich : ne pas seulement « dire aux Tchèques : “ne faites rien qui puisse servir aux Allemands de prétexte”, mais [...] : “faites ce que vous pouvez pour les Allemands des Sudètes”. » Ce fut la ligne suivie dans les mois séparant les réunions de Londres et de Munich, la « gouvernante anglaise » masquant les renoncements français. Car le tandem, qui avait affecté de céder aux pressions, n'avait rien voulu savoir sur ses colonies : il éconduisit les Anglais qui, décrétant leur empire « stratégique » et inaliénable, l'invitaient (comme en 1912) à sacrifier le français à la « paix européenne »³⁶. C'est devant le Reich que, entre l'ère munichoise et l'Occupation, l'impérialisme français se montra enclin à céder même sur ce terrain, alors que le britannique ne capitula que face à son fournisseur du Prêt-Bail³⁷.

³⁴ *Choix et Munich*, index de tous ces noms.

³⁵ Rapport Eisenlohr, Prague, 2 janvier 1938, *DGFP, D*, II, p. 106.

³⁶ Lettres 918 et 924 de Charles Corbin, Londres, 15 et 16 novembre (avec comparaison de textes sur « les voyages à Berlin de Lord Haldane et de Lord Halifax, 1912 – 1937 ») et PV entretiens des 29-30 novembre 1937, Grande-Bretagne 1918-1940, 287-287 bis, MAE;

³⁷ Lacroix-Riz, *Munich*, chap. 3; « Les relations patronales franco-allemandes dans l'empire au cours des années trente : quelques jalons », in Hubert Bonin, Catherine Hodeir et Jean-François Klein, dir., *L'esprit économique impérial, (1830-1970) : Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire*, Publications de la SFHOM, Paris, 2008, p. 527-546; *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 2013, *passim*; « Politique et intérêts ultra-marins de la synarchie entre

1938, l'année de l'exécution

Les prétendues consignes anglaises furent depuis décembre 1937 exécutées avec une précision de métronome, et une frénésie des anciens vainqueurs dans l'abdication qui surprit parfois Berlin. Je réduis ici l'énorme liste des bassesses de l'année 1938 à la propagande des élites françaises auprès de leur peuple, intoxication dont le succès conditionnait l'abandon de Prague : il fallait le convaincre que le dossier sudète n'était qu'« intérieur » et, pour achever le moribond, que les accords de 1924-1925 ne valaient rien.

René Massigli, directeur des affaires politiques et commerciales du Quai d'Orsay, présent aux entretiens de Londres de novembre 1938, fit dès l'Anschluss rédiger par ses services le justificatif juridique du sacrifice de la victime suivante. Leur note sur la position française dans « le cas particulier d'un soulèvement des Sudètes appuyé par l'Allemagne », qu'il approuva le 29 mars 1938, examinait trois circonstances, dont aucune ne pourrait « faire jouer l'obligation d'assistance » à Prague : 1° « un soulèvement purement intérieur, sans appui allemand »; 2° « l'arrivée d'armes ou de volontaires en provenance d'Allemagne pour aider les insurgés »; 3° « si des troupes allemandes venaient assister les rebelles, il y aurait, de la part de l'Allemagne, recours aux armes contre la Tchécoslovaquie. » Cette agression ouverte « ne suffirait pas » non plus : « le traité [franco-tchécoslovaque] vise le “recours aux armes”, employant ainsi une formule plus souple que celle de recours à la guerre », etc.³⁸ La phase postérieure donna à Massigli (et à son chef Alexis Léger) une aura de « fermeté » qui a trompé les historiens³⁹ : acharné contre Prague, il multipliait les sarcasmes aux réunions de liaison hebdomadaires où Guerre et Affaires étrangères ridiculisaient « le gouvernement T.S. (*sic*) »⁴⁰ (TS, Tchéco-Slovaquie outchéco-slovaque était, comme Yougo-Slavie et yougo-slave, le vieux cri de ralliement, qui ulcérât Faucher, de ceux qui, en France et ailleurs, secondaient la casse allemande des États successeurs).

La grande presse, propriété des groupes financiers, était au diapason. Berlin exultait à la lecture des rapports de son ambassadeur, le grand propriétaire Welczeck, privé depuis novembre 1918 de ses terres polonaises et tchèques, tel celui du 8 avril 1938, riche en coupures et citations de « la presse française » : « tous les partis, à l'exception des communistes » convergeaient en faveur de l'hallali. Les fascistes s'illustraient selon l'habitude par les injures, à l'exemple de *L'Action française* où Léon Daudet prêtait ces mots à « un paysan ignorant de Touraine » : « C'est paysan ou ouvrier, Jacques Couillonas, le cobaye de la démocratie sanguinaire, qui doit aller crever sur un signe de tête d'un juif qui en a horreur, dans un obscur et lointain patelin dont il n'a pas la moindre notion »⁴¹. Le propos annonçait la formule de Chamberlain le 27 septembre : « How horrible, fantastic, incredible it is that we should be digging trenches and trying on gas-masks here because of a quarrel in a far away country between people of whom we know nothing. It seems still more impossible that a quarrel which has already been settled in principle should be the subject of war. »⁴²

Dans ce mélange entre empoisonnement des Français et proclamation à Bénès de ce qui attendait son pays, rien n'atteignit la violence du coup de poignard que Schneider fit administrer par le prestigieux professeur de droit Joseph-Barthélémy. Chargé de forger un

Blitzkrieg et Pax Americana, 1939-1944 », in Hubert Bonin, Christophe Bouneau et Hervé Joly, *Les entreprises et l'outre-mer français pendant la Seconde Guerre mondiale*, Pessac, MSHA, 2010, p. 59-77.

³⁸Note, 29 mars 1938, Papiers d'agents Massigli, 19, citée par Cécile Laveissière, « La France face à la question allemande, 1933-38 », mémoire de maîtrise, université Toulouse Le Mirail, 1992, p. 123-124.

³⁹Anthony Adamthwaite évoque sa « sympathie pour la Tchécoslovaquie et sa condamnation de l'accord de Munich », *France and the coming of the Second World War 1936-1939*, Londres, Frank Cass, 1977, p. 150.

⁴⁰PV, 30 mars 1938, et jusqu'en décembre, 7 N 2525, PV (incomplets) 1936-1939, SHAT.

⁴¹Dépêche Welczeck, Paris, 8 avril 1938, *DGFP, D, II*, p. 217-223.

⁴²Discours radiodiffusé, « Prime Minister on the Issues », *The Times*, 28 septembre 1938, p. 10. Presse française, *Choix, passim*.

argument juridique à la violation des « engagements pris », ce chef putschiste et futur ministre de la Justice de Pétain proclama caducs les accords franco-tchécoslovaques dans un article du 11 avril 1938 (intitulé « Conscience angoissée ») du *Temps*, organe du Comité des Forges : l'accord du 25 janvier 1924 constitue « un simple rouage de la Société des Nations » ; celui du 16 octobre 1925, « un simple rouage du mécanisme de Locarno » ; ce « Pacte rhénan étant mort, son accessoire » aussi, et « la France n'est pas *obligée de faire la guerre* pour maintenir les Sudètes dans l'allégeance de Prague ». Fieffé mensonges, le Quai d'Orsay eut le cynisme de le rappeler le lendemain : l'accord bilatéral avait été précisément conçu pour s'appliquer « de bonne foi, en dehors de toute procédure genevoise », et « à Londres le 22 mars 1936 », Français et Anglais avaient maintenu « les obligations stipulées à Locarno » comme base de leurs relations. « En résumé, rien dans la situation actuelle, n'affaiblit juridiquement les engagements de se concerter et de s'entraider pris par la France et la Tchécoslovaquie en 1924 et en 1925. »⁴³

Tout cependant, fut fait pour qu'ils fussent violés, avec un zèle quotidiennement décrit par les Allemands⁴⁴. On pouvait cependant toujours compter sur Bénès, auquel la France avait déjà fait avaler la collection de couleuvres requises par ses propres recules successives. Le coup (attendu) de l'Anschluss, « qui signifiait pour lui la fin de toute la politique défendue depuis 20 ans », avait, avec son désespoir, accru sa lâcheté. Il se disait en avril 1938 prêt au compromis « jusqu'aux dernières limites des concessions compatibles avec l'existence de l'État tchécoslovaque » : Berlinne doutait plus, depuis un certain temps, qu'il irait jusqu'à sa mort⁴⁵. Loyal jusqu'au bout envers ses tuteurs français, il était aussi dévoué aux « milieux industriels tchèques [qui] considéraient un accord avec l'Allemagne comme essentiel ». Depuis l'Anschluss, le camp intérieur de la capitulation conduit par Preiss et la Banque nationale de Tchécoslovaquie répugnait : « Il ne nous reste qu'un seul moyen de salut, *clamait Preiss* : négocier avec le Reich et faire la même politique que font la Yougoslavie et même la Pologne. Il faut cesser de crier sur tous les toits que nous constituons une barrière contre l'expansion allemande. Il faut adapter en un mot notre politique extérieure à la situation réelle et cesser de faire la politique qui ne correspond ni à nos moyens ni surtout à notre position géographique. » Un intime de Bénès confirma fin avril au renseignement militaire l'influence de Preiss, la « très forte campagne en faveur d'un accord avec le Reich [...] des agrariens, [d]es banquiers et [d]es industriels » et le projet de Bénès de « démissionner » pour laisser conclure par « son remplaçant [...] un tel accord » qu'il ne pourrait « jamais » signer⁴⁶.

Demeurait une inconnue. Dans une Tchécoslovaquie coupée en deux jusqu'à la caricature, classes dirigeantes contre peuple (toutes les sources, allemandes incluses, concordent), la colère et l'énergie populaires grandirent au fil des mois, au point de faire détalier, dans la troisième semaine de septembre, les chefs du parti allemand des Sudètes (Henlein compris), saisis de « panique complète »⁴⁷. Le bloc État-privilegiés intérieurs subit la pression ou reçut le soutien de Londres et de Paris, qui pratiquèrent une remarquable division du travail. Depuis mars, les Français tordaient le bras au cabinet tchécoslovaque, transformant Bénès en loque, évolution décrite par le menu par l'allège correspondance allemande. Ils laissèrent les Anglais s'afficher, entre mission Runciman d'août-septembre à

⁴³Note MAE sur « la portée de nos accords avec la Tchécoslovaquie », citant et critiquant Joseph-Barthélémy, 12 avril 1938, Tchécoslovaquie 1918-1940, 152, menace d'agression allemande ; garantie des frontières, 15 mars-17 juin 1938, MAE, souligné dans le texte. Sur le personnage, *Choix* et *Munich*, index

⁴⁴*DGFP*, D, II, *passim*, et *Choix*, chap. 9.

⁴⁵CRSR, 25 avril 1938, 7 N 2523, section des armées étrangères, 1938, SHAT, et rapport Eisenlohr, 2 janvier 1938, *DGFP*, D, II, sur les élites tchèques, p. 104-107.

⁴⁶CRSR, 6 avril, 7 N 2523, 13 et 25 avril 1938, 7 N 3097, SHAT.

⁴⁷Courriers d'Hencke 17-20 septembre 1938, *DGFP*, D, II, p. 821-854, et *Choix*, p. 425-435.

Prague pour « ramener les Tchèques à la raison et les faire changer de politique »⁴⁸ et voyages répétés dans le Reich, en septembre, de Chamberlain, auprès duquel trônait Halifax depuis mars 1938 au Foreign Office : Eden, hostile aux reculs impériaux répétés face à l'Italie avait fin février laissé à ce germanophile notoire la responsabilité, à laquelle il s'était longtemps associé, de l'Anschluss et de ses suites.

La mobilisation populaire tchécoslovaque de septembre 1938 fut écrasée par la coalition nationale et internationale de l'abdication. Les décideurs français n'ignoraient rien des suites de ce lâchage. Un flot de rapports militaires de l'été 1938 annonçèrent la prochaine étape : la France, en offrant sur un plateau au Reich, incapable de le conquérir par les armes, le « quadrilatère de Bohême » ou le nouveau Sadowa, subirait un nouveau Sedan. Parmi les courriers de ces Cassandre se distingue celui, daté de la mi-septembre, d'un rédacteur anonyme de l'état-major général de l'armée, dont les 13 demi-pages mériteraient reproduction. Il conclut ainsi son analyse des réalités stratégiques ignorées de « l'opinion française donnée par les campagnes "idéologiques" » sur l'affreux péril rouge, « actuellement pour l'Allemagne un moyen de politique intérieure et surtout de politique extérieure. Il permet en effet de masquer les véritables buts de la politique allemande, d'obtenir des sympathies actives et des complicités précieuses dans les pays qu'on projette de dépouiller, notamment la France et l'Angleterre » : « Il y a surtout une immense ignorance des conditions actuelles de l'Europe dans l'ensemble de l'opinion. L'illusion subsiste qu'on peut arriver à sauver la France en abandonnant le reste de l'Europe à l'Allemagne. Hitler[...] peut obtenir de notre faiblesse l'abandon qui lui vaudra un immense triomphe et créera la possibilité d'une agression victorieuse dirigée contre une France et une Angleterre isolées. Des deux côtés de la Manche on impressionnera des gens bien intentionnés en leur disant qu'on ne peut pas faire la guerre pour s'opposer au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Comme s'il s'agissait de cela ! En effet il est indifférent en soi que les Autrichiens ou les Allemands des Sudètes soient rattachés au Reich. Ce qu'il faut voir, c'est qu'une telle annexion sera et ne peut être qu'une préface, une préface à une guerre qui deviendra inévitable, et au bout des horreurs de laquelle la France courra le plus grand risque de connaître la défaite, le démembrement et la vassalisation de ce qui subsistera du territoire national comme État en apparence indépendant. »⁴⁹

Prévision parfaite de son sinistre sort depuis mai-juin 1940, qu'avait auguré celle de la Tchécoslovaquie démantelée entre les 1^{er} octobre 1938 et 15 mars 1939. Les vrais « charcutiers de Munich », inspirateurs des « quatre » notoires⁵⁰, avaient entre ces dates, comme après le 12 mars 1938 en Autriche, vendu au Reich leurs anciens trésors. À commencer par Schneider, qui céda Skoda le 1^{er} décembre à Krupp via la Dresdner Bank et l'écran de banques faussement tchèques. Ces pratiques testées en Autriche et en Tchécoslovaquie, si rentables en temps de crise, annonçaient les cessions systématiques, en 1940-1941, des investissements français en France et au dehors⁵¹.

⁴⁸ Minute Weiszäcker, Berlin, 15 juillet *DGFP, D, II*, p. 488.

⁴⁹ Note anonyme, rédigée sur les mêmes ½ p. que les notes Gamelin et PV de réunions du ministère de la Guerre, 15 septembre 1938, N 579, SHAT.

⁵⁰ « Les quatre charcutiers de Munich », Eugène Hénaff, responsable CGT(U) de région parisienne, PV 25^e congrès CGT, Nantes, 14-17 novembre 1938), p. 274.

⁵¹ *Choix*, chap. 10; *Munich*, chap. 3 et 5; *Industriels et banquiers*, chap. 6.